

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

ELECTION PRESIDENTIELLE

PROFESSION DE FOI DE

MADAME CATHERINE SAMBA PANZA,

CANDIDATE A L'ELECTION

DU CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION

Du 20 janvier 2014.

La République centrafricaine, notre chère patrie, est dans le coma.

L'instabilité sociale et politique qui règne dans le pays depuis des décennies a totalement désorganisé la vie du pays et provoqué des violations massives des droits de l'homme.

Les événements du 05 décembre 2013 ont conduit à la désintégration sociale et économique de la RCA et ont encore aggravé la situation humanitaire, déjà très préoccupante. Le pays s'est illustré par des violences tribales et inter religieuses jamais connues auparavant, faisant environ un millier de morts et plus de 300 000 personnes déplacées.

Cette folie meurtrière et destructrice ainsi que les violences fratricides qui l'ont accompagné, suite à une instrumentalisation de la religion, ont semé la haine et la division entre nous, fragilisant davantage la cohésion sociale de la République Centrafricaine, pays à la fois multiethniques, multiconfessionnels et multiculturels.

L'ampleur inquiétante de l'insécurité et les difficultés d'accès aux services sociaux de base, notamment le mauvais fonctionnement des services des soins et le dysfonctionnement des activités scolaires, sont des raisons à la base de ces tensions.

L'accumulation des arriérés de salaires, de bourses et des pensions, l'érosion du revenu et la hausse des prix et l'extrême pauvreté qui en découlent ont attisé les replis identitaires observés notamment auprès des jeunes particulièrement affectés par le chômage qui, déboussolés, sans perspective d'avenir ne trouve à s'exprimer que par la violence.

L'ampleur qu'a prise l'impunité dans le contexte social centrafricain actuel a aggravé le sentiment de frustration au sein des populations plus durement frappées par les crises. Celles-ci l'ont traduit, à l'occasion des divers événements, par l'acharnement contre les biens publics et privés, notamment les pillages et la destruction massifs.

Aujourd'hui les dispositifs de régulation de ces tensions paraissent inefficaces, et à bout de souffle. En effet, les institutions de socialisation que sont la famille, l'école, les associations religieuses, politiques et sociales prises dans leurs propres contradictions ne parviennent plus à fournir le modèle permettant d'aiguillonner des initiatives individuelles et collectives vers le progrès.

Les citoyens ont perdu confiance aux institutions, devenues interlocutrices peu crédibles et responsables des incertitudes.

Au plan humanitaire, le constat est douloureux : des milliers de centrafricains terrorisés et terrifiés par les atrocités des hommes en armes, sont obligés de se

déplacer à l'intérieur du pays ou se réfugier dans les pays limitrophes afin d'échapper à l'horreur et vivent dans des conditions indécentes et dans une pauvreté extrême.

Cette situation ne peut qu'accentuer le retard et le sous-développement de notre pays, pourtant doté d'immenses richesses naturelles et minières.

Les défis à relever sont donc énormes dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'habitat, de l'alimentation, de la protection et de la sécurité, des infrastructures diverses, de la paix et de la réconciliation nationale.

Notre pays, plongé dans une guerre fratricide, a beaucoup perdu de sa crédibilité.

Pleinement impliquée dans la résolution de la nouvelle crise que traverse la RCA, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) a déterminé le cadre général et les principes de fonctionnement d'une période de transition afin d'aider les nouvelles autorités à gérer les pouvoirs de l'Etat, de créer un climat de confiance et favoriser les conditions d'un dialogue serein, jusqu'à l'organisation des élections présidentielle et législatives en février 2015.

Un plan de sortie de crise et une feuille de route ont été proposés. Un programme d'urgence a ensuite été élaboré par le Gouvernement d'Union Nationale de Transition.

A douze (12) mois de la fin de la transition, la situation politique, sécuritaire et humanitaire de la République Centrafricaine, continue d'être préoccupante. Elle a été au centre du 6eme Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, convoqué à Ndjamena les 9 et 10 janvier 2014.

Devant le constat fait de l'échec de la gestion de cette transition politique en cours, il a été obtenu la démission du Chef de l'Etat et du Premier Ministre de la Transition. Cette démission de l'Exécutif a créé un vide juridique qu'il faut combler afin d'assurer la poursuite de la Transition, entamée depuis le 24 mars 2013.

C'est pourquoi, interpellée par la situation grave et inquiétante du pays, par les conditions de vie des populations accablées par la misère et fragilisée par une insécurité généralisée et plusieurs mois de violences,

Face à l'impérieuse nécessité de :

- Renouer avec un dialogue franc et sincère avec toutes les forces vives de la nation dans l'esprit de la gestion consensuelle de la transition,
- Restaurer un climat de confiance, de paix et de réconciliation nationale,

- Rétablir l'ordre et la sécurité sur toute l'étendue du territoire,
- Poursuivre tous les objectifs de la transition et particulièrement le retour à la légalité constitutionnelle par l'organisation d'élections libres, justes et transparentes dans les meilleurs délais,

Forte de mon expérience dans le domaine du dialogue, de la médiation, de la réconciliation, du secteur privé et de la gouvernance démocratique par les responsabilités assumées sur l'échiquier national et international,

J'ai décidé de présenter ma candidature pour la fonction de Chef de l'Etat de la Transition afin de redonner de l'espoir aux populations ayant perdu beaucoup de repères, des piliers culturels et moraux importants et le sens de la responsabilité citoyenne, de ramener la paix et la sécurité et de remettre le pays sur la voie du développement.

En tout état de cause, j'ai mesuré toutes les responsabilités qui en découlent pour conduire à son terme la transition, avec le concours sans exclusif de tous les centrafricains et l'appui de la Communauté Internationale.

Notre vision de la nouvelle Centrafrique est celle de garantir son caractère laïc, de lutter contre toute forme de discrimination fondée sur le sexe, la région et l'appartenance ethnique et religieuse.

Notre ambition vise à promouvoir un Etat de droit, à œuvrer pour le respect des droits humains, des libertés individuelles et collectives, de créer des conditions favorables au développement durable de notre pays.

Mais les défis majeurs qui s'imposent au regard de la situation actuelle sont les suivants :

- Apaiser le climat politique et social, condition préalable à toutes initiatives de normalisation de la vie nationale ;
- Briser le cercle vicieux de la violence et de l'instabilité pour la réconciliation et la cohésion nationales ;
- Répondre à l'urgence sociale du moment avec l'objectif d'améliorer de façon notable le quotidien des centrafricains ;
- Préparer un retour apaisé à l'ordre constitutionnel ;

Nous nous devons de poursuivre la mise en œuvre du Programme d'Urgence du Gouvernement de Transition.

L'urgence du moment consiste au rétablissement de la paix et la sécurité, à la reprise des activités dans les secteurs public et privé ainsi que la restauration de l'autorité

de l'Etat sur toute l'étendue du territoire et la préparation et l'organisation des élections présidentielle et législatives.

Notre Plan d'Action s'articule autour des principaux axes suivants :

1. Restaurer en urgence un climat de dialogue pour la paix et la cohésion sociale

Cet objectif passe par :

L'apaisement des esprits par l'instauration et l'organisation de dialogue multiformes entre les fils du pays ;

La concertation permanente entre le pouvoir, la classe politique et toutes les forces vives de la nation ;

La mobilisation des médias nationaux et locaux, les actions de proximité des autorités locales et des leaders communautaires devraient permettre de lutter contre les rumeurs et les messages de haines, apaiser les esprits en vue d'un retour progressif de la paix et renforcera le tissu social des communautés affectées.

2. Restaurer la sécurité et l'autorité de l'Etat

- Le désarmement rigoureux des milices armées et leur réinsertion sociale grâce à des programmes de suivi psychologique et de formation à des métiers civils générateurs de revenus ;
- La relance de l'opérationnalisation du processus de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion des ex combattants ;
- La poursuite de la réforme du système de sécurité avec la réhabilitation urgente de l'armée, de la gendarmerie et de la police ;
- La réhabilitation dans un délai raisonnable des infrastructures économiques et administratives tant à Bangui que dans l'ensemble des préfectures ;
- Le redéploiement des services déconcentrés de l'Etat, en vue de créer les conditions nécessaires à l'organisation des élections crédibles et transparentes, et de sécuriser les populations par la présence physique des autorités civiles et militaires leur permettant ainsi de vaquer à leurs occupations habituelles ;

3. Répondre aux urgences humanitaires par

- L'ouverture et la sécurisation des couloirs humanitaires devant faciliter l'accès des zones sinistrées aux organisations humanitaires et autres associations caritatives en vue d'apporter l'assistance nécessaire aux personnes affectées par la crise;

- La viabilisation (adduction d'eau, éclairage...) et la sécurisation des sites d'accueil, l'assistance alimentaire, la fourniture de produits de première nécessité, l'hydraulique villageoise ;
- Des mesures devant faciliter les retours des populations déplacées ou réfugiées dans leur domicile habituel ;
- La relance des activités scolaires et universitaires pour sauver l'année scolaire (réhabilitation des locaux, fournitures scolaires, tables bancs etc.) ;
- La fourniture de soins de santé par une reprise des activités dans les hôpitaux et divers centres de santé ;

4. Poursuivre tous les objectifs de la transition et particulièrement le retour à la légalité constitutionnelle par

- L'organisation d'élections libres, justes et transparentes dans les meilleurs délais ;
- L'installation de nouvelles autorités élues.

5. Relancer les activités économiques par l'instauration d'un partenariat public-privé plus actif

- Sensibiliser et redonner confiance aux opérateurs économiques pour une reprise progressive des activités ;
- Mettre en œuvre des programmes axés sur les travaux à haute intensité de main d'œuvre en vue de créer des emplois productifs et de générer des revenus aux populations et jeunes affectés.

Pour réaliser ce plan d'actions limité dans le temps imparti à la transition, nous nous conformerons à la loi et au respect de la parole donnée. Nos compatriotes doivent de nouveau avoir confiance dans nos institutions.

Nous engagerons un plaidoyer auprès de nos partenaires traditionnels en vue de mobiliser les ressources multiforme pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Auparavant, il nous faut adopter des mesures courageuses. Nous devons compter d'abord sur nos propres forces en traquant tout gaspillage de ressources, notamment par la limitation du nombre de l'équipe gouvernementale, des divers conseillers mais aussi par la réduction du train de vie de l'Etat.

Dès mon élection, le Premier Ministre, Chef de Gouvernement, sera désigné dans les 48 heures.

Il formera aussitôt un gouvernement resserré de 20 membres, essentiellement technocrates qui devront s'atteler aussitôt à la tâche.

A la fin de la transition, nous nous engageons à rendre compte à la nation, des actions entreprises et des ressources financières utilisées.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons rebâtir une Nation Unie, solidaire où les fils et filles du pays doivent réapprendre le savoir-vivre ensemble dans la cohésion et la concorde nationale

Solidaires et unis nous nous en sortirons !